

NOMENCLATURE : 2-2  
**NON-OPPOSITION À UNE  
DÉCLARATION PRÉALABLE  
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE  
AU NOM DE LA COMMUNE DE LENS**  
**ARRETÉ n° 2025 - 0925**

CADRE 1 – DÉCLARATION PRÉALABLE déposée le 04/04/2025

Demandeur : Région Hauts-de-France  
Représentée par : Monsieur Xavier BERTRAND  
Demeurant au : 151 Avenue du Président Hoover – 59 800 Lille  
Pour : Remplacement des clôtures et deux portes d'entrée  
Sur un terrain sis à LENS \_25 Rue Etienne Dolet

CADRE 2 – DÉCLARATION PRÉALABLE

Numéro de la demande : DP 062498 25 00064

Le Maire de la Ville de LENS,  
Vu la déclaration préalable susvisée (cadres 1 et 2) et les documents annexés à la demande,  
Vu le code de l'urbanisme,  
Vu le code du patrimoine,

Vu le décret n°2015-5 du 6 janvier 2015 classant la commune de Lens en zone de sismicité 2 -  
risque faible,  
Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondation prescrit par arrêté préfectoral le  
30 octobre 2001,  
Vu le porter à connaissance des cartes « aléas » et des préconisations d'urbanisme relatives à  
l'étude d'opportunité d'un plan de prévention des risques d'inondation sur le territoire du bassin  
versant de la Souchez transmis par Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais en date du 04 juillet  
2023,  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2020 approuvant le Plan Local  
d'Urbanisme et la délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2023 approuvant  
la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme,  
Vu le règlement de la zone UCV du Plan Local d'Urbanisme,  
Vu l'arrêté n°2020-1128 en date du 12/06/2020 portant délégation de signature,  
Vu l'accord avec prescription de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 13/05/2025,

Considérant que l'article R.111-27 du code de l'urbanisme dispose que : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.* » ;

Considérant que l'article R.425-1 du code de l'urbanisme dispose que : « *Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L.621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées, ou son avis pour les projets mentionnés à l'article L.632-2-1 du code du patrimoine.* » ;

Considérant que le projet est situé dans les abords d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques (Monument aux Morts du rond-point Van-Pelt) et qu'en l'état, l'architecte des Bâtiments de France considère qu'il est de nature à porter atteinte à ce monument historique ;

Considérant cependant qu'il peut y être remédié, l'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescription ;

Considérant que l'article UCV 4.1. « *Caractéristiques des façades, des toitures et des clôtures* » du Plan Local d'Urbanisme dispose que : « *Une hauteur supérieure à celle admise, ainsi que des clôtures pleines (mur enduit, mur en pierre, claustra, lamelles collées par exemple) pourront être autorisées pour des raisons de sécurité liées à l'équipement ou l'activité implantée.* » ;

Considérant que le projet prévoit des clôtures de 2,50 mètres muret compris ;

Considérant que le bâtiment concerné par le projet accueille du public scolaire qu'il convient de sécuriser au regard de la sensibilité des établissements scolaires aux enjeux de sécurité ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

Il n'est pas fait opposition à la présente déclaration préalable portant sur les travaux décrits dans les cadres 1 et 2 du présent arrêté, sous réserve de respecter la prescription mentionnée à l'article 2.

### **ARTICLE 2**

Conformément aux articles R.111-27 et R.425-1 du code de l'urbanisme et conformément à l'accord avec prescription de l'architecte des bâtiments de France pour une intégration optimale de ce projet situé aux abords du monument historique précité, **il conviendra de respecter la prescription suivante :**

- « *Les clôtures devront être doublées ou maintenues avec des haies végétales afin de participer à une insertion paysagère du projet* »

**Fait à LENS, le 22 MAI 2025**



POUR LE MAIRE,  
L'AGENT DÉLÉGUÉ,

Xavier HOUIX

Directeur Délégué à l'Aménagement  
et au Développement de la Ville

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat au titre du contrôle de la légalité. La décision de non-opposition est exécutoire à compter de la date à laquelle elle est acquise (article L. 424- 8 du code de l'urbanisme).

Date d'affichage de l'avis de dépôt de la demande en mairie : 04/04/2025

Date de transmission en sous-préfecture : 22 MAI 2025

## **INFORMATION IMPORTANTE**

### **Droits des tiers :**

La décision de non-opposition à une déclaration préalable est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

### **Durée de validité :**

La décision de non-opposition à une déclaration préalable, lorsque celle-ci porte sur une opération comportant des travaux, est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de **TROIS ANS** (quatre ans si elle a fait l'objet d'une prorogation) à compter de sa notification ou si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à **UNE ANNÉE**. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux fois, deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. En cas de recours contre la décision de non-opposition à une déclaration préalable, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

### **Affichage :**

L'affichage sur le terrain est obligatoire pendant toute la durée du chantier et ce à compter de la notification de l'arrêté ou de la date ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquise. Lorsqu'il n'y a pas de travaux, comme pour une déclaration préalable de lotissement, l'affichage doit être effectué sur le terrain de manière continue pendant deux mois, de manière à respecter les délais de recours des tiers (*articles R. 424-15 et A. 424-15 à A. 424-19 du code de l'urbanisme*).

### **Achèvement et conformité des travaux :**

**Il appartient au pétitionnaire, à la fin des travaux, de déposer à la mairie contre décharge ou par courrier en recommandé avec accusé de réception la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux accompagnée des attestations nécessaires à son traitement.**

**Ce document est téléchargeable sur le site internet de l'administration : [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr).**

A compter du dépôt ou de la réception de la Déclaration Attestant de l'Achèvement et la Conformité des Travaux (formulaire disponible au pôle urbanisme réglementaire de la Mairie de LENS ou sur le site internet à l'adresse suivante [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr), rubrique formulaire téléchargeable), l'autorité compétente peut, dans un délai de 3 mois ou de 5 mois (article R. 462-6 du code l'urbanisme), procéder à un récolement des travaux et lorsque ceux-ci ne sont pas conformes à déclaration préalable, mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (*article L. 462-2 du code de l'urbanisme*).

### **Recours et retrait :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de DEUX MOIS à compter de son affichage sur le terrain (*articles R. 600-1 et R. 600-2 du code de l'urbanisme*). Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de DEUX MOIS, le silence du Maire vaut rejet implicite.

La décision de non-opposition à une déclaration préalable, tacite ou explicite, ne peut être retirée que si elle est illégale et dans le délai de trois mois suivant la date de cette décision. Passé ce délai, la décision de non-opposition ne peut être retirée que sur demande expresse de leur bénéficiaire.

### **Assurance dommages-ouvrages :**

Le bénéficiaire de la décision de non-opposition à une déclaration préalable, lorsque celle-ci porte sur une opération comportant des travaux de construction, à l'obligation de souscrire l'assurance dommage prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

### **Droits de place :**

Si les travaux vous obligent à occuper ou à effectuer des travaux sur le domaine public (trottoir, voie, etc.) il vous incombe d'obtenir préalablement à toute exécution, l'autorisation de voirie correspondante, laquelle doit être sollicitée, par écrit, auprès des Agents de Surveillance de la Voie Publique (A.S.V.P)

☎ 03.21.69.86.86 - DROITS DE PLACE, 17bis, place Jean Jaurès– 62307 LENS CEDEX.